

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

MARCHE DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES EQUIPEMENTS  
DES STRUCTURES ET ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DU  
RESSORT DE LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES  
PENITENTIAIRES DE TOULOUSE

**2024 001 210 254 00**

**Département du budget et des finances**  
**Unités des achats et des marchés publics**

## SOMMAIRE

CHAPITRE I - DEFINITIONS ET CADRE JURIDIQUE.....	3
1- Définitions & interprétations.....	4
2- Cadre juridique et documents contractuels .....	5
CHAPITRE II - ETENDUE DU MARCHÉ .....	6
3- Titulaire.....	6
3.1 Identification du titulaire .....	6
3.2 Co-traitance .....	7
3.3 Sous-traitants.....	7
3.4 Informations relatives au Titulaire .....	8
3.5 Cession du Marché.....	8
4- Objet du marché.....	9
4.1 Dispositions générales.....	9
4.2 Structures entrant dans le périmètre du présent marché.....	9
5- Organisation du marché .....	10
5.1 Tranche conditionnelle .....	<a href="#">11</a>
5.2 Modalités et délais d'affermissement des tranches conditionnelles.....	10
6- Durée du marché .....	11
6.1 Durée du marché.....	11
6.2 Date de démarrage des prestations.....	11
6.3 Retard .....	11
6.4 Forme du marché .....	11
CHAPITRE III – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	12
7- Conditions générales d'exécution des prestations.....	12
7.1 Dispositions générales.....	12
7.1.1 Obligation de conseil et d'information.....	<a href="#">15</a>
7.1.2 Responsabilité technique.....	<a href="#">15</a>
7.1.3 Responsabilité sociale.....	16
7.2 Clauses générales de sécurité .....	21
7.3 Fournitures à la charge du prestataire.....	<a href="#">23</a>
7.3.1 Fourniture des moyens d'accès aux équipements .....	<a href="#">23</a>
7.3.2 Fourniture de l'outillage.....	<a href="#">24</a>
7.3.3 Fourniture des pièces détachées et consommables .....	<a href="#">24</a>
7.4 Prise en charge et remise des installations .....	215
7.5 Modification des installations.....	215
8- Personnes chargées du suivi d'exécution du Marché.....	26
8.1 Pour le compte de l'administration.....	26
8.2 Pour le compte du Titulaire.....	26
9- Situation des personnels du titulaire .....	28
9.1 Règlement intérieur de l'établissement.....	29
<a href="#">9.2</a> Hygiène et sécurité .....	29
10- Confidentialité et propriété intellectuelle .....	30
10.1 Obligations de confidentialité et de secret .....	30
10.2 Propriété intellectuelle.....	31
11- Responsabilité et assurance.....	32
11.1 Responsabilité du Titulaire .....	32
11.2 Assurances.....	33

11.2.1	Assurances incombant au Titulaire.....	33
11.2.2	Assurances incombant à l'Administration.....	34
11.3	Obligations du pouvoir adjudicateur.....	33
12-	Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire .....	35
12.1	Pouvoir d'injonction.....	35
12.2	Pouvoir de substitution .....	36
CHAPITRE IV– DISPOSITIONS FINANCIERES.....		36
13-	Nature et contenu des prix .....	36
14-	Modalités de paiement du Marché .....	37
14.1	Versement d'une avance .....	37
14.1.1	Montant et modalités de versement de l'avance.....	37
14.1.2	Modalités de remboursement de l'avance.....	37
14.2	Périodicité des règlements.....	37
14.3	Paiement des prestations à bons de commande.....	39
14.4	Paiement du solde.....	39
15-	Modalités de facturation et délais de paiement.....	39
15.1	Modalités de facturation.....	39
15.1.1	Etablissement d'une facture.....	39
15.1.2	Mentions obligatoires.....	39
15.1.3	Adresse de facturation.....	40
15.2	Délai global de paiement .....	41
15.3	Références bancaires.....	42
16-	Révision des prix .....	42
16.1	Modalités de révision des prix.....	42
16.2	Formule de révision du prix du marché .....	42
17-	Modification de l'équilibre financier du contrat .....	43
CHAPITRE V - MODALITES DE CONTROLE ET DE SUIVI DES PRESTATIONS.....		43
18-	Nature et étendue des contrôles .....	43
18.1	Contrôles de l'exécution des prestations .....	44
18.2	Respect du secret professionnel.....	44
CHAPITRE VI - SANCTIONS ET PENALITES .....		44
19-	Pénalités .....	44
19.1	Principes.....	44
19.2	Modalités de calcul des pénalités .....	45
19.3	Décompte des délais .....	47
19.4	Plafonnement du montant global des pénalités .....	48
19.5	Modalités de paiement.....	48
19.6	Répartition des pénalités entre cotraitants .....	48
CHAPITRE VII – FIN DU MARCHÉ .....		49
20-	Obligation du Titulaire à l'expiration du Marché.....	49
20.1	Obligation du Titulaire au terme normal du Marché .....	49
20.1.1	Inventaires.....	49
20.1.2	Devoir général d'information .....	49
20.2	Obligation du Titulaire en cas de fin anticipée du Marché.....	49
21-	Résiliation du Marché.....	49
21.1	Résiliation pour faute du Titulaire.....	49
21.2	Résiliation sans faute du Titulaire.....	Erreur ! Signet non défini.50
21.3	Calcul de l'indemnité de résiliation .....	51
CHAPITRE VIII MODALITES DE PREVENTION ET DE REGLEMENT DES LITIGES .....		51
22-	Règlement des litiges .....	51
23-	Dérogations au CCAG FCS .....	52

## CHAPITRE I – DEFINITIONS ET CADRE JURIDIQUE

### 1- Définitions & interprétations

**Administration pénitentiaire** désigne la Direction et les services relevant du ministère de la Justice. Elle participe à l'exécution des décisions pénales et au maintien de la sécurité publique. Elle met en œuvre des actions de réinsertion sociale des personnes placées sous- main de justice.

**Affermissement** désigne la décision de l'Administration pénitentiaire de confier au Titulaire la réalisation de l'une des tranches conditionnelles visées dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

**Chef de structure** désigne l'agent des services pénitentiaires nommé par arrêté ministériel pour diriger et gérer l'une des structures objet du présent marché.

**Etablissement pénitentiaire** : Il existe plusieurs types d'Établissements pénitentiaires selon le régime de détention et les catégories de condamnations.

**Maison d'arrêt (MA)** : Établissement pénitentiaire qui reçoit les prévenus et les condamnés dont la durée de peine restant à purger est inférieure à 2 ans, ou les condamnés en attente d'affectation dans un Établissement pour peine (Centre de Détention ou Maison Centrale).

**Maison centrale (MC)** : Établissement qui reçoit les condamnés les plus difficiles. Leur régime de détention est axé essentiellement sur la sécurité.

**Centre pénitentiaire (CP)** : Établissement pénitentiaire qui comprend au moins deux (2) quartiers à régime de détention différents : maison d'arrêt, centre de détention et/ou maison centrale.

**Installations nouvelles** désignent tous les équipements immobiliers par nature ou par destination, installés à l'initiative de l'Administration après la date de remise de l'offre du Marché et non pris en compte dans le cadre du présent Marché. Sont exclus de ces dispositions, les équipements que le Titulaire serait autorisé, le cas échéant, à installer pour faciliter ou optimiser l'exécution des prestations dont il a la charge. Ne sont pas constitutives d'Installations Nouvelles, les Equipements ou ouvrages ayant donné lieu à des Travaux de GER, de mise aux normes et plus généralement de remise en état ainsi les mobiliers et Equipements neufs de remplacement.

**Marché** désigne les documents contractuels énumérés dans l'acte d'engagement, notamment l'acte d'engagement (AE), le cahier des clauses



administratives particulières (CCAP), le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), leurs annexes, ainsi que le cahier des clauses administratives générales (CCAG).

**Etat** désigne le Ministère de la justice représenté par la Direction de l'Administration pénitentiaire (DAP).

**Notification** : La notification transforme le projet de contrat en Marché et le candidat en Titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du Marché au Titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé.

**Parties** désignent les signataires du présent Marché, c'est-à-dire le Titulaire du Marché et l'Administration pénitentiaire.

**Prestations** désignent l'ensemble des Services dues par le Titulaire au titre du présent Marché. La nature et l'étendue des prestations sont définies à l'article 4 du présent CCAP.

**Structure pénitentiaire** désigne un établissement pénitentiaire ou une entité géographique concourant à la réalisation des missions de l'administration pénitentiaire.

**Titulaire** désigne l'entreprise ou le groupement d'entreprises à laquelle ou auquel a été notifié le présent Marché.

## **2- Cadre juridique**

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée d'appels d'offres en application des dispositions des articles L.2124-1, L2124-2 et R2124-1, R2124-2 du Code de la commande publique.

### **Documents contractuels**

En cas de litige, seuls les exemplaires originaux conservés par l'Administration font foi.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après:

Pièces générales :

-Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et des services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021

-Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

-L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou, qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement du marché (AE) et son annexe financière (DPGF) ;
- le cahier des clauses administratives particulières du marché (CCAP) et ses annexes ;
  - annexe 1 : clauses de confidentialité
  - annexe 2 : CCTG système de câblage
- le cahier des clauses techniques particulières du marché (CCTP) et ses annexes
  - annexe 1 : liste des équipements
  - annexe 2 : fréquence de maintenance
  - annexe 3 : Etat des lieux

-Le mémoire technique du candidat, comprenant l'offre technique détaillée sous les

aspects organisationnels, fonctionnels et qualitatifs et comportant le certificat de visite dûment renseigné et visé, contradictoirement, par les représentants du titulaire et de l'administration habilités à cette fin.

**Tous documents complémentaires** que le candidat souhaite fournir à l'appui de son offre pour la préciser.

Pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

Celui-ci n'est pas joint, mais le soumissionnaire est censé en avoir connaissance.

## CHAPITRE II - ETENDUE DU MARCHÉ

### 3- Titulaire

#### 3.1 Identification du titulaire

Le Titulaire ou les membres du groupement momentané d'entreprises titulaire du présent marché sont identifiés dans l'acte d'engagement.

### **3.2 Co-traitance**

En cas de co-traitance, il est expressément convenu que le groupement est conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire désigné dans l'acte d'engagement, est solidaire de chacun des membres du groupement jusqu'à la date où ses obligations prennent fin. Le mandataire représente l'ensemble des co-traitants conjoints ou solidaires auprès de l'Administration pénitentiaire. Il est le seul interlocuteur de l'Administration.

### **3.3 Sous-traitants**

Conformément aux articles 133 à 137 du décret du 25 mars 2016, ainsi qu'à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, modifiée par les articles 6 et 7 de la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures d'urgences de réformes à caractère économique et financier, le Titulaire du marché ne pourra pas sous-traiter la totalité de l'exécution du marché.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure responsable de l'exécution de la totalité du marché.

Il est responsable de toute défaillance d'un sous-traitant entraînant un retard par rapport au délai du marché ou une réduction de qualité

**La sous-traitance devra faire l'objet d'une acceptation et d'un agrément des conditions de paiement de la part du Pouvoir Adjudicateur, que ce soit au moment de la remise des offres, ou en cours d'exécution du marché.**

**Le titulaire ne peut céder ou sous-traiter tout ou partie de l'exécution de son marché sans y être expressément autorisé par la personne publique.**

Dans le cas où la sous-traitance serait envisagée au moment de la remise de l'offre, le candidat devra remplir et joindre en annexe à l'Acte d'Engagement, l'acte de sous traitance (DC4) et les déclarations fournies par le sous-traitant.

Dans le cas où la sous-traitance est envisagée en cours d'exécution du marché,  
l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, devra se faire dans les conditions prévues par le Code des marchés publics.

Le Titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses

avenants éventuels au Pouvoir Adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

En outre, que la sous-traitance soit envisagée au moment de la remise de l'offre ou en cours d'exécution du contrat, les informations relatives aux

capacités professionnelles et financières du sous-traitant devront être fournies en complément des informations réglementaires.

Le Titulaire s'engage à communiquer dans les 20 (20) jours calendaires suivant la notification d'une demande écrite de l'Administration, le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels. Tout retard pourra donner lieu à l'application d'une pénalité dont le montant et les modalités de calcul sont définis à l'article 20 du présent CCAP.

Le Titulaire doit en outre établir que la cession ou le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant une attestation de l'établissement de crédit bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance.

La liste des sociétés sous-traitantes proposées doit être agréée par les représentants du Pouvoir adjudicateur

Il est précisé que le TITULAIRE demeure le seul interlocuteur de l'Administration. Il assume donc entièrement seul pendant la durée du marché, devant les structures pénitenciaires comme devant tous tiers l'entière responsabilité des prestations pour lesquels il est engagé.

Le recours à la sous-traitance n'ayant pas fait l'objet d'un accord des représentants du Pouvoir adjudicateur expose le TITULAIRE à la résiliation du marché à ces torts exclusifs.

### **3.4 Informations relatives au Titulaire**

Le Titulaire est tenu de communiquer immédiatement à l'Administration pénitenciaire les modifications survenant au cours de l'exécution du Marché relatives aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à sa forme juridique, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à sa nationalité, à son domicile ou à son siège social, au montant de son capital social, aux personnes ou aux groupes qui les contrôlent, aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du Marché. A défaut, l'Administration pénitenciaire peut prononcer la résiliation du présent Marché conformément aux dispositions de l'article 22.1 du CCAP.

### **3.5 Cession du Marché**

Le Titulaire ne peut, à peine de résiliation dans les conditions prévues à l'article 22.1 du CCAP, céder totalement ou partiellement ses droits et obligations sur le présent Marché sans avoir obtenu l'agrément préalable et exprès de l'Administration pénitenciaire. Sous réserve de l'accord précité, le cessionnaire sera entièrement subrogé au Titulaire dans les droits et obligations résultant du présent Marché.

#### **4- Objet du marché**

##### **4.1 Dispositions générales**

Le présent Marché a pour objet de confier au Titulaire le soin d'assurer un ensemble de services de maintenance des équipements présents dans les structures identifiées à l'article 4.2 du présent CCAP.

Le but du marché est d'apporter une qualité de service visant dans le temps, au maintien de l'état et des performances des équipements proches de celles d'origine. Le marché impose aux entreprises des obligations de moyens et de résultats.

##### **4.2 Structures entrant dans le périmètre du présent marché**

Le présent marché fait l'objet d'une décomposition selon les 4 lots suivants ;

<b>N° du lot</b>	<b>Tranche</b>	<b>Désignation de la structure</b>	<b>Adresse de la structure</b>
1	Tranche ferme	CD de Muret	Route de Seysses 31 600 Muret
1	Tranche ferme	CP de Lannemezan	Route des Saligues 65 300 Lannemezan
1	Tranche ferme	MA Tarbes	17 rue Eugène Ténot 65000 TARBES
1	Tranche ferme	MA FOIX	26 avenue du General de Gaulle 09000 FOIX
2	Tranche ferme	Base ERIS	Avenue du Père Daniel Brottier 31 600 MURET
2	Tranche ferme	Base cynotechnique	Avenue du Père Brottier 31 600 MURET
2	Tranche ferme	Base AITO	Avenue du Père Brottier 31 600 MURET
2	Tranche ferme	Pôle PSE	ZA Segla – Rue Danielle Casanova 31 600 MURET
2	Tranche ferme	Base PREJ Muret	Route de Seysses 31 600 Muret
3	Tranche ferme	MA Montauban	250 avenue

			Beausoleil 82 000 Montauban
3	Tranche ferme	CD St Sulpice	17 chemin les Pescayres 81 300 Saint Sulpice la Pointe
3	Tranche ferme	Base PREJ Albi	30 rue Imbert, 81 000 Albi
3	Tranche conditionnelle	MA Albi	30 rue Imbert, 81 000 Albi
4	Tranche ferme	MA Nîmes	131 chemin de Crezan 30 000 Nîmes
4	Tranche ferme	CP Perpignan	Chemin de Mailloles 66 000 Perpignan
4	Tranche ferme	MA Carcassonne	3 avenue du général Leclerc 11 000 Carcassonne
4	Tranche ferme	Base PREJ Nîmes	111 bis chemin du haut de grezan 30 000 Nîmes
4	Tranche ferme	Base PREJ Béziers	D 612B Lieu dit le Gasquinoi 34 000 BEZIER

## **5- Organisation du marché**

### **5.1 Tranche conditionnelle**

Le lot n°3 du présent marché comporte 1 (1) tranche conditionnelle : MA Albi

Elle a pour objet d'étendre le périmètre d'intervention du Titulaire du lot n°3 à une structure si le besoin s'avère nécessaire

### **5.2 Modalités et délais d'affermissement des tranches conditionnelles**

Les tranches conditionnelles sont affermies par décision du Directeur Interrégional des Service pénitentiaires notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'Administration pénitentiaire peut renoncer à affermir une tranche conditionnelle sans que cela n'ouvre droit à indemnité pour le Titulaire.

La décision d'affermissement de la tranche conditionnelle sera notifiée au plus tard le 3 juin 2026.

A l'expiration des délais d'affermissement le Titulaire sera libéré de tout engagement concernant la tranche conditionnelle non affermée. Dans cette hypothèse le Titulaire ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité de dédit.

Si l'Administration pénitentiaire renonce expressément à l'exécution d'une tranche conditionnelle ou si la décision d'Affermissement n'est pas notifiée dans le délai fixé au présent article, il est expressément convenu que le Titulaire du Marché ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité.

Il est par ailleurs expressément convenu que le Titulaire du Marché ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité d'attente.

## **6- Durée du marché et date de démarrage des prestations**

### **6.1 Durée du marché**

Le présent marché prend effet à compter de sa notification. La notification consiste en l'envoi du marché signé au titulaire du marché par tout moyen permettant de donner date certaine. La date de notification est la date de réception du marché par le titulaire du marché.

La date de début d'exécution des prestations est fixée au 3 juin 2024, Il est conclu pour une période de deux ans jusqu'au 2 juin 2026.

IL est renouvelable, par période de 1 an, par reconduction expresse, sans pouvoir excéder la date du 2 juin 2028.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lever une option de reconduction pour une année supplémentaire, soit au 2 juin 2029, de manière expresse, six (6) mois avant le terme de la 4<sup>ème</sup> année.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

### **6.2 Démarrage des prestations**

Le démarrage prévisionnel des prestations est fixé au 3 juin 2024 à 8h00

Dans le cadre des tranches conditionnelles (Cf. article 5.2 du présent CCAP), la date du démarrage effective des Prestations est arrêtée dans le cadre de la « Décision d'affermissement de la Tranche ».

La notification de cette décision intervient au plus tard, trente (30) jours calendaires avant la date retenue pour le démarrage effectif des prestations.

Le titulaire a 2 mois à compter de la date de démarrage des prestations pour transmettre un état des lieux, mettre en place un système de GMAO au sein

des structures concernées, établir un recueil de fiche de gestion en mode dégradé.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations des installations ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP.

Le TITULAIRE doit visiter les lieux préalablement à la remise de son offre.

Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification.

Les caractéristiques des appareils et équipements à entretenir, leur nombre, leur emplacement sont mentionnés dans l'annexe 1 du CCTP et/ou dans les dossiers des ouvrages exécutés.

### **6.3 Retard**

Tout retard du Titulaire pourra donner lieu à l'application d'une pénalité dont le montant et les modalités de calcul sont définis à l'article 20 du CCAP.

### **6.4 Forme du marché**

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Il comporte une part à bon de commande pour des prestations ponctuelles

Conformément à l'article L2124-2 et R 2162-4 du code de la commande publique, il est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur indiqué à l'article de l'acte d'engagement de chaque lot pour la durée totale du marché.

La part à bon de commande comprend un montant maximum annuel de 20% du coût annuel des prestations pour chacune des structures objet du présent marché.

## **CHAPITRE III – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **7- Conditions générales d'exécution des prestations**

#### **7.1 Dispositions générales**

**Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).**



**Les prestataires s'engagent dans l'exécution de leurs missions à respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires présents et à venir. Ils prennent notamment en compte la réglementation nationale et communautaire.**

#### Maintenance préventive :

Les prestations faisant l'objet du présent contrat comprennent les opérations de maintenance préventive de niveaux I à 4 selon la terminologie définie par la norme AFNOR FDX 60.000.

La maintenance préventive est effectuée selon les critères prédéterminés dans l'intention de réduire la possibilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances de matériels ou équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

#### Maintenance corrective :

Les prestations faisant l'objet du présent contrat comprennent les opérations de maintenance corrective de niveau 1 à 4 selon la terminologie définie par la norme AFNOR FDX 60.000.

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'un événement sur les installations.

Elles se limitent à réduire :

- la durée d'arrêt des installations,
- les conséquences et, d'une façon générale, les désordres qui s'ensuivent,
- les risques encourus par les installations ou les locaux (gel, incendie, interruption de la distribution, inondation, fonctionnement hors tolérance, ...)

Dans le cas où la sécurité des personnes et des biens est en jeu, le Prestataire prend les mesures conservatoires et/ou palliatives qui s'imposent et assure le dépannage. Il en informe immédiatement le Pouvoir Adjudicateur. Les réparations suivront les interventions d'urgence. Elles seront immédiates si elles conditionnent la remise en marche, différées si le fonctionnement provisoire sans risque est possible.

#### – Obligations et responsabilité du Titulaire

Le Titulaire assurera, sous sa responsabilité, et sans discontinuité, l'exécution des prestations objet du présent marché, conformément aux stipulations du CCTP. Le non-respect des dispositions du cahier des charges sera sanctionné par des pénalités telles que prévues à l'article 20 du présent CCAP.

Il gère, sous sa responsabilité, le personnel nécessaire à l'exécution de ses obligations.

Le Titulaire s'engagera à veiller à la sécurité du personnel, des tiers ainsi que des biens dont il a la charge au titre du marché. Il devra informer sans retard le Représentant de l'Administration du site de toute anomalie importante

susceptible d'entraîner la détérioration des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Le titulaire désignera, à compter de la notification du marché, un agent responsable de l'encadrement (nom, fonction, n° de téléphone fixe et mobile, e-mail), l'interlocuteur privilégié de la DISP de Toulouse et du Représentant de l'Administration du site.

Il est responsable de l'encadrement des intervenants et de la bonne réalisation des prestations du présent marché.

Outre les obligations décrites au CCTP, les organigrammes nominatifs et fonctionnels de l'équipe intervenant sur site, d'une part, et de l'agence ou de la représentation locale d'autre part, seront présentés par le titulaire à compter de la notification du marché.

Le titulaire adressera au Représentant de l'Administration du site à compter de la notification du marché et dans un délai de 1 mois :

- Une liste nominative du personnel d'encadrement et du personnel d'exécution, faisant apparaître leur nom, prénom, qualité. Cette liste précisera la qualification et la formation du personnel par catégorie (encadrement et exécution). Cette liste devra être tenue à jour.
- Pour chaque personnel intervenant sur le site : une copie recto verso d'une pièce officielle d'identité avec photo ; un justificatif de domicile ; pour les personnes nées à l'étranger : état civil du père et nom de jeune fille de la mère ;

Le personnel du prestataire intervenant sur le site devra être immédiatement identifiable par le port d'une tenue ou d'un badge d'entreprise du prestataire mettant en évidence son appartenance à la société.

Les personnels désignés par le titulaire sont seuls autorisés pour l'exécution des prestations, objet du marché.

L'Administration se réservera le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents ne donnant pas satisfaction. L'Administration se réservera le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire.

A réception de la liste nominative, l'Administration procédera pour chaque agent à une enquête préfectorale.

Le cas échéant, l'accès aux établissements pénitentiaires sera refusé.

En cas de non-remise de la liste nominative du personnel (encadrement et exécution) dans les délais impartis, le titulaire s'expose à des pénalités, prévues à l'article 20 du CCAP.

#### 7.1.1 Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire doit informer la structure de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation. Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler aux structures dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptible d'affecter la sécurité des

personnes, des locaux ou des biens, et leur indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède. Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai les structures. Il appartient aux structures de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le Titulaire doit assistance aux structures soit :

- par téléphone pour tout complément d'information ;
- lors de réunions provoquées par les structures si nécessaire ;
- en transmettant aux structures les nouveaux textes réglementaires relatifs à ces prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le Titulaire d'assurer les prestations définies au marché.

Dans la mesure où le Titulaire est défaillant pour quelque raison que ce soit, les structures peuvent faire appel à toute autre forme de service, au frais du Titulaire.

#### 7.1.2 Responsabilité technique

Le Titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Toutefois, cette responsabilité ne saurait être recherchée lorsqu'il est établi, notamment :

- que les prestations ont été rendues impossibles par le fait du Pouvoir Adjudicateur
- que les prestations effectuées ont été rendues inefficaces par des causes étrangères au Titulaire,
- en cas de force majeure

Constituent un cas de force majeure au terme du présent marché :

- les faits de guerre ;
- les cataclysmes et catastrophes naturelles ou causées par un tiers.
- Dans le cas de force majeure prolongée entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt prolongé dans la fourniture du Titulaire, celui-ci doit proposer aux structures chargées du suivi technique sur site les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif et organise la poursuite des prestations minimales, au besoin éventuellement assorties de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux dites circonstances.

Nota : Les grèves des personnels du Titulaire ainsi que les grèves des transports en commun, même prolongées, ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

Le Titulaire doit, en toute circonstance, assurer les prestations définies au marché.

#### 7.1.3 Responsabilité sociale

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

#### **Heures d'insertion sociales :**

Le maître d'ouvrage prévoit de réserver, à l'occasion de l'exécution du marché, le nombre d'heures suivant ;

<b>Désignation</b>	<b>Nombre d'heures d'insertion minimales</b>
Lot 1	35 H / 100 000€
Lot 3	35 H / 100 000€
Lot 4	35 H / 100 000€

#### **Public concerné par l'opération d'insertion :**

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG-FCS, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

**Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville**

#### **Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :**

- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- ✓ Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- ✓ Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- ✓ Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi ;

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- ✓ Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- ✓ Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- ✓ Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- ✓ Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- ✓ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

**Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat:**

- ✓ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- ✓ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- ✓ Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

**L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. L'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance)**

**En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé du Service Public de l'Emploi.**

**L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.**  
**Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.**  
**Les profils retenus devront être validés obligatoirement avant leur prise de poste.**

#### **Coordonnées du facilitateur :**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 16.1.4 du CCAG-FCS, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- Proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

*Cellule clause sociale d'insertion de TME (Toulouse Métropole Emploi) :*  
06 18 86 55 59 [csoccitanie@emploi-tme.org](mailto:csoccitanie@emploi-tme.org)

#### **Modalités de mise en œuvre :**

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

#### **Globalisation des heures d'insertion :**

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS est possible :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la

réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

#### **Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :**

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

#### **Suivi et bilan de l'action d'insertion :**

A la demande du maître d'ouvrage, *la Cellule clause sociale d'insertion de TME (Toulouse Métropole Emploi)* procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément à l'article 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures

mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

**En cas de difficulté d'exécution** (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du *maître d'ouvrage*, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

**RGPD :**

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.



Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué général de TME par mél à : e.guerreiro@emploi-tme.org ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

#### 7.1.4 Achats responsables

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1<sup>er</sup> juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.  
Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

## **7.2 Clauses générales de sécurité et contraintes pénitentielles**

Le Titulaire a l'obligation de se conformer aux clauses générales de sécurité qui figurent en annexe 1 du présent CCAP.

Toute violation de l'une des dispositions du présent article pourra donner lieu à l'application d'une pénalité dont le montant et les modalités d'application sont définis à l'article 20 du CCAP.

#### Conditions d'exécution des prestations au sein d'établissements pénitentiaires

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS relatif aux mesures de sécurité et de confidentialité, les candidats sont réputés informés des conditions particulières dues à leur intervention à l'intérieur d'établissements pénitentiaires en activité. Ils se conforment à toute injonction du chef d'établissement ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

En outre, le personnel du titulaire doit s'engager à ne divulguer, à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit, des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'administration au titulaire au titre de l'article 1384 du code civil ou de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité des infractions constatées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'usage des locaux de l'administration, notamment par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par le pouvoir adjudicateur conformément à l'engagement de confidentialité dûment rempli et en annexe n°1 du présent CCAP.

En application de l'article 41 du CCAG-FCS, tout manquement à ces obligations entraînera, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable et dans les conditions décrites à l'article 22.1 du CCAP..

#### . – Responsabilité dans l'enceinte de l'établissement

Le titulaire est responsable des dommages, des accidents et des dégradations de toute nature qui pourraient se produire à l'occasion des prestations dans l'enceinte de l'établissement. Il doit par conséquent être assuré au regard des dommages ayant leur origine dans l'exécution de la prestation et l'utilisation d'un véhicule. Les chargements et déchargements des véhicules sont assurés par le personnel du titulaire. Le titulaire est responsable des frais imputables à des fautes ou négligences de son personnel. Il supporte seul les conséquences des accidents qui peuvent survenir à son personnel par le fait ou à l'occasion de son travail. Le titulaire présentera tous les ans une attestation d'assurance en cours de validité.

Le titulaire aura tout le matériel nécessaire à la gestion de la maintenance. Il ne doit en aucun cas utiliser le matériel de l'administration pénitentiaire, telles que des échelles par exemple.

### 7.3 Fournitures à la charge du Prestataire

#### 7.3.1 Fourniture des moyens d'accès aux équipements

Le Prestataire prend à sa charge la fourniture des moyens d'accès nécessaires à la réalisation de l'ensemble des prestations du marché (travail en hauteur...). Le Prestataire fera son affaire des éventuelles démarches administratives, notamment dans le cadre d'intervention en périphérie du site (autorisation de voirie...).

Le Prestataire est réputé avoir pris connaissance des contraintes d'accès aux équipements objet du présent contrat à la remise de son offre.

#### 7.3.2 Fourniture de l'outillage

Le Prestataire assure à ses frais, et sous sa seule responsabilité, la fourniture de l'outillage courant ou spécialisé et les appareils de mesure et de contrôle nécessaire à son activité.

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur ou l'installateur d'un équipement, ceux-ci sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Le Prestataire veille à ce que son personnel n'utilise pas d'outillage appartenant au Pouvoir adjudicateur qui n'est pas normalement mis à sa disposition. Si de l'outillage appartenant au Pouvoir adjudicateur est prêté au Prestataire, celui-ci le met en œuvre sous sa propre responsabilité. Un état exhaustif de ces prêts doit être tenu contradictoirement à jour.

#### 7.3.4 Fourniture des pièces détachées et consommables

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange indispensable à un fonctionnement correct sont celles préconisées par les constructeurs.

Tous les matériels installés par le TITULAIRE sont neufs et correspondent à la dernière génération proposée par les fabricants (sauf si les fabricants indiquent la non compatibilité des nouveaux matériels à l'égard de ceux existants).

Les représentants du Pouvoir adjudicateur se réservent le droit de faire installer les matériels acquis directement par lui en vue du remplacement d'un matériel couvert par le marché. Aucun frais n'est imputable par le TITULAIRE, celui-ci les installe dans le cadre du marché, en accord avec les dispositions prévues au C.C.T.P.

Sont considérés comme matériels ou matières consommables ceux dont la consommation est prévisible dans le cadre du programme d'entretien préventif, d'une part, et d'autre part, ceux dont la valeur marchande unitaire est faible (inférieure ou égale aux seuils de pièces incluses dans le forfait).

Les moyens en personnel sont compris dans les prestations pour les niveaux de maintenance décrits au C.C.T.P., ceci quelques soient les pièces fournies, incluses ou non dans le forfait.

Le TITULAIRE fait son affaire de la fourniture des ingrédients et consommables, à savoir, notamment :

- chiffons, pinceaux, savons, balais, serpillières, peinture,
- huiles et glycols pour les appoints,
- produits de graissage et de lubrification de toute nature,
- dégrappants, silicones, agents protecteurs, white-spirit, produits dégraissants, pétrole, produits de nettoyage des sols, machinerie et appareillages,
- produits de marquage,
- baguettes de soudure, de brasure...
- joints de toutes natures,
- circlips, visserie, boulonnerie courante,
- filasse, téflon et autres pâtes de montage, d'étanchéité ou de jonction,
- eau distillée (appoint d'eau des batteries),
- fréon (totalité de la charge) et ses analyses régulières,
- fusibles, sans limitation de tailles sauf fusibles de protection des transformateurs 20kV/400V d'arrivée EDF et hors onduleurs et chargeurs,
- disjoncteurs, relais thermiques,
- filtres à air de tout type (CTA, ventilo-convecteur, bouche de reprise...),
- produits de traitement d'eau,
- courroies de transmission,
- roulement des ventilateurs et des pompes,
- garnitures et presse étoupées des vannes et pompes,
- voyants lumineux,
- ampoules et ampoules à led, spots et spots à led, halogène, tubes fluorescents et tubes fluorescents à led...nécessaires au remplacement sur les appareils dont il a la charge,
- les matériels et pièces d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil des pièces incluses au forfait

#### 7.4 Prise en charge et remise des installations

Le TITULAIRE déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels ou équipements dont il assure l'exploitation technique et la maintenance, ainsi que des règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

A la prise en charge des installations, le TITULAIRE ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui ont réalisé les installations dans les domaines du réglage, des finitions ou du nettoyage pour se substituer à son obligation de résultats et au maintien en parfait état de propreté des équipements.

En fin d'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à laisser les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement,

Un constat contradictoire d'état des lieux est réalisé entre les structures et le Titulaire dans un délai maximum de DEUX mois à compter de la notification du marché..

Avant expiration du présent marché, le Titulaire s'engage, le cas échéant, à initier le personnel du nouveau Titulaire chargé des prestations pendant une durée de trente (30) jours ouvrés.

Cette initiative doit, en particulier, comprendre la communication de tous les plans, documents et instructions reçus, ainsi que l'autorisation au personnel du nouveau Titulaire d'accéder aux installations et locaux avant l'expiration du présent marché.

Les équipements et matériels mis à disposition des personnels du Titulaire pour effectuer les missions qui leur sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

#### 7.5 Modifications des installations

Les sites se réservent le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par les personnels ou l'entreprise qualifiée de leur choix. Durant les travaux, le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations ne soit pas perturbé.

Il doit obligatoirement faire part, par écrit, de tout risque d'empêchement occasionné par ces travaux.

En dehors de cette déclaration préalable, il est tenu pour responsable du manquement de fonctionnement éventuel.

Il a toute faculté, tant au cours des travaux, qu'au moment de leurs réceptions, auxquelles il est tenu d'assister, de signaler tout point apparaissant comme une anomalie dans l'installation.

Ces constatations doivent être présentées dans le plus court délai par écrit, sous forme de lettre ou rapport. Les structures restent seules juges de la suite à donner dans le cadre de sa responsabilité.

A l'issue de chacune des réceptions, un procès-verbal de prise en charge est dressé contradictoirement.

Ce procès-verbal marque l'obligation faite au Titulaire d'assurer, à dater du jour de la réception, la maintenance des installations en cause, au même titre que celles qui font l'objet du CCTP.

Un désaccord irréductible, notifié par lettre recommandée, entraîne la remise en cause du marché et éventuellement sa résiliation avant la date d'expiration normale, sans indemnité de préjudice.

## **8- Personnes chargées du suivi d'exécution du Marché**

### **8.1 Pour le compte de l'administration**

Les chefs et responsables des structures objet du présent marché assurent, conjointement avec la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse, la gestion et le contrôle de l'exécution du présent marché. Les compétences entre les chefs des structures et la direction interrégionale des services pénitentiaires sont réparties comme suit :

<b>Compétence du Directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse</b>	<b>Compétence des responsables des structures objet du marché</b>
Signature du présent marché et des éventuels avenants	
Décision de l'éventuel affermisement des tranches conditionnelles du présent marché	
Décision de résiliation totale ou partielle du Marché	
Agrément des sous-traitants et de leurs conditions de paiement	
En cas de difficulté, saisine de la DISP pour conseil et accompagnement	Décision de l'exonération, totale ou partielle, des pénalités applicables ;
	Engagement de la responsabilité du Titulaire en cas de litiges ou d'incidents ;
	Ordonnancement des paiements par constatation du Service fait
Signature des Ordres de services relatifs à l'entretien maintenance des installations nouvelles dans la mesure où le montant total de chaque ordre sur la durée du marché excède 5 000 €.	Signature des Ordres de services relatifs à l'entretien maintenance des installations nouvelles dans la mesure où le montant total de chaque ordre sur la durée du marché n'excède pas 5 000 €.
Validation et acceptation des devis s'agissant des prestations à Bon de Commande dans la mesure où le montant total du Bon de commande excède 4 000 €.	Validation et acceptation des devis s'agissant des prestations à Bon de Commande dans la mesure où le montant total du Bon de commande n'excède pas 4 000 €.
	Habiller les personnels du Titulaire à intervenir sur la structure

### **8.2 Pour le compte du Titulaire**

#### **8.2.1 Gestion administrative du contrat**

Le Titulaire est représenté, pour la gestion administrative du contrat, par un responsable administratif désigné par lui. Ce responsable est unique pour un lot donné.

Dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, il représente le mandataire, et assure à ce titre la représentation administrative de l'ensemble des co-traitants.

Il est l'interlocuteur principal de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse.

#### 8.2.2 Gestion opérationnelle du contrat

Le Titulaire est représenté, pour la gestion opérationnelle du contrat, par un responsable opérationnel désigné par lui. Ce responsable est unique pour chaque structure objet du présent marché.

Dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, il représente le mandataire, et assure à ce titre la représentation opérationnelle de l'ensemble des co-traitants vis-à-vis du responsable de la structure ou de son représentant.

Il est l'interlocuteur principal de la structure.

Le Titulaire communique à l'Administration pénitentiaire, dans les dix (10) jours calendaires suivant la date de notification du Marché, les noms et coordonnées des deux responsables ainsi désignés.

Il notifiera dans les meilleurs délais toute modification survenant au cours de l'exécution du Marché.

##### 8.2.2.1 Suivi du marché – réunions périodiques

Des réunions périodiques de suivi sont mises en place à l'initiative des structures et le TITULAIRE a l'obligation d'y participer.

Les réunions ont pour objet notamment :

- > d'établir le bilan de la période écoulée
- > de rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité,
- > de mettre à jour sur proposition justifiée du TITULAIRE le(s) calendrier(s) mensuel(s) des prestations...
- > de faire le point sur les effectifs du TITULAIRE (présence, remplacement...)
- > d'examiner le rapport mensuel d'activité,

Ces réunions mettent en présence au minimum, un représentant de la structure, et le responsable de site côté titulaire.

Elles donnent lieu à l'établissement par le Titulaire d'un rapport mensuel d'activité. En cas de défaillance du Titulaire, le rapport servira de support pour compléter le tableau d'indicateur de performances permettant le

calcul des pénalités.

Pendant la période de prise en charge, les réunions périodiques pourront avoir lieu toutes les semaines.

#### 8.2.2.2 Notifications transmises par courrier électronique :

Les parties conviennent que la transmission par courrier électronique constitue un moyen permettant de donner date certaine par l'accusé de réception que doit retourner par courrier électronique le Prestataire. Pourront être transmis ainsi les lettres, les ordres de service, les notes d'observations et les mentions de visa des documents. Les parties devront confirmer la ou les adresses électroniques vers lesquelles devront être adressés les courriers électroniques.

### 9- Situation des personnels du titulaire

#### 9.1 Règlement intérieur de l'Etablissement

Les prescriptions du règlement intérieur de l'Etablissement pénitentiaire s'imposent aux personnels du Titulaire et des sous-traitants amenés à intervenir.

Préalablement à son entrée en vigueur ou à sa modification, le règlement intérieur est porté à la connaissance du Titulaire afin de lui permettre de faire connaître les incidences éventuelles qui en découlent pour la gestion des services qui lui sont confiés. Le Titulaire s'engage à faire respecter les stipulations du règlement intérieur à ses préposés ou à toute personne agissant sous sa responsabilité.

Le titulaire devra se conformer aux conditions d'accès aux locaux, aux parcours et aux règles édictées par l'administration en matière de sécurité et de discrétion. Il devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers.

Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- de faire pénétrer à l'intérieur de locaux des personnes étrangères à l'entreprise et/ou non autorisées,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leur dépendance,
- de manquer de respect aux agents des Services de l'Etat ainsi qu'aux visiteurs,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- récupérer pour leur compte ou ceux de tiers tout matériels.

Cette liste n'est pas limitative.



Le titulaire s'engagera à rembourser le montant des vols ou détériorations dus à la malveillance ou à la maladresse de son personnel, soit directement, soit par l'intermédiaire de sa compagnie d'assurance avec laquelle il a conclu une police à cet effet.

Le pouvoir adjudicateur peut demander le remplacement immédiat de tout employé qui ne respecterait pas les prescriptions énoncées ci-dessus.

## **9.2 Hygiène et sécurité**

### **9.2.1 Plan de prévention**

L'ensemble des règles de sécurité faisant l'objet du plan de prévention réglementaire de rétablissement sera appliqué dans le cadre de ce marché.

Le Titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du travail et par la réglementation en vigueur à la date limite de remise des offres.

Le Titulaire proposera un plan de prévention aux structures dans les 30 jours ouvrables à compter du lendemain de la prise en charge des installations. Il sera applicable après validation du pouvoir Adjudicateur.

Il indique de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard de principaux risques encourus par les personnels. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant d'une part, les chutes de personnels et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;

- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le TITULAIRE prendra toutes dispositions pour que soient respectées les procédures imposées par le Code du Travail en matière de coordination sécurité (loi n°39-1418 du 31 décembre 1993), ou de plan de prévention (décret n°92-158 du 20 février 1992).

Il apportera au Pouvoir Adjudicateur expertise et conseil pour la mise au point des mesures de coordination et de prévention des risques. En particulier, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions du décret du 20/02/1992, le TITULAIRE organisera sous l'autorité du Pouvoir Adjudicateur l'ensemble des procédures et réunions et notamment rédigera le plan de prévention dont il présentera le projet à la signature du chef d'établissement 10 jours après la notification du marché.

Le TITULAIRE prendra l'initiative, en concertation avec le Pouvoir Adjudicateur, de l'organisation des réunions de coordination de façon à assurer périodiquement l'actualisation du plan de prévention dans les conditions définies par le Code du Travail.

Le TITULAIRE est également tenu de collaborer à toutes actions mises en place par le Pouvoir adjudicateur et de se mettre à disposition de tout autre organisme tiers désigné par le Pouvoir adjudicateur dans ce cadre.

En cas d'inobservation par le Titulaire des règles d'hygiène et de sécurité, l'Administration pénitentiaire se réserve la faculté, en cas d'urgence ou de danger notamment pour les personnes, d'imposer au Titulaire, sans mise en demeure préalable, l'interruption des prestations, objet du présent Marché, jusqu'à la mise en conformité avec ces prescriptions.

Cette interruption ne suspendra pas les délais contractuels fixés au présent Marché.

En outre, le Titulaire encourt, en cas de non-respect par ses soins de la réglementation en matière de sécurité ou des obligations figurant dans le plan de prévention, une pénalité par infraction constatée, dont le montant et les modalités sont définies à l'article 20 du CCAP.

#### **9.2.2 Habilitations et formations**

Le titulaire s'assurera que son personnel dispose de toutes les habilitations nécessaires à la maintenance telles que les habilitations électriques, travail en hauteur, CASES, frigo, gaz etc.

L'ensemble du personnel devra avoir été formé au métier de la maintenance. Le titulaire devra assurer la politique de formation prévue par type de poste aussi bien pour le personnel nouveau que pour le personnel en place, sur toute la durée du marché.

Le titulaire instruira son personnel sur les règles de sécurité au travail, tant générales que particulières, telles que le travail en hauteur etc.

### **10- Confidentialité et propriété intellectuelle**

#### **10.1 Obligations de confidentialité et de secret**

Le Titulaire est tenu de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret concernant l'ensemble du dispositif et des matériels de sécurité afférents à l'Etablissement pénitentiaire objet du présent Marché. Le Titulaire est tenu de faire respecter les obligations de confidentialité précitées par ses personnes ou par toute personne agissant pour son compte.

La non application par le Titulaire des règles de confidentialité peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts dans les conditions définies à l'article 22, sans préjudice des peines prévues par les dispositions législatives relatives aux crimes et délits contre la sûreté de l'Administration.

Les documents techniques, notamment les plans, afférents aux établissements constituent des éléments à caractère secret du Marché. Le titulaire ne peut divulguer sans autorisation de l'administration des Informations confidentielles telles que des plans ou des photos.

Sauf accord préalable écrit de la DISP, le Titulaire s'engage à ne reproduire aucun logiciel ou programme auquel il pourrait avoir accès lors de ses prestations sur l'ensemble des sites.

Le Titulaire déclare avoir les droits d'utilisation et/ou d'exploitation des logiciels ou des programmes qu'il pourrait utiliser dans le cadre de son intervention sur l'ensemble des sites.

Le Titulaire ne peut divulguer des informations confidentielles que dans les hypothèses suivantes et dans les strictes limites de ce qui est nécessaire eu égard à leur nature :

-> si une disposition législative ou réglementaire ou une décision d'une autorité administrative prise en application d'une telle disposition ou encore si une décision rendue par une juridiction l'exige ;

-> si l'information confidentielle qui se trouve en cause est nécessaire aux sous-traitants et, dans ce cas, à la condition que seuls les sous-traitants en bénéficient et qu'ils soient eux-mêmes contractuellement tenus au respect de la confidentialité ;

-> si pour l'information confidentielle qui se trouve en cause, le Titulaire est dégagé, par écrit, de l'obligation de confidentialité par l'Administration pénitentiaire.

## **10.2 Propriété intellectuelle**

Le Titulaire et l'Administration restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, de leurs connaissances et savoir-faire, susceptibles ou non de faire l'objet d'un droit de propriété intellectuelle, détenus antérieurement à la date de notification du présent Marché.

En cas d'utilisation de produits ou de procédés couverts par des droits de propriété intellectuelle dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire garantit qu'il est bien titulaire des droits de propriété intellectuelle ou qu'il dispose des accords de licence ou des droits d'usage lui permettant d'utiliser légalement lesdits procédés et produits.

A ce titre, il garantit l'Administration contre toute revendication des tiers faisant obstacle à la libre utilisation desdits produits et procédés. Il rembourse à l'Administration tous les frais juridiques, pénalités et indemnités de toute nature que cette dernière pourrait supporter dans le cadre de réclamations ou procédures de toutes natures relatives à l'utilisation illicite de tous brevets, dessins industriels, marques commerciales, dénominations sociales, ou tous autres droits de propriété intellectuelle.

## **11- Responsabilité et assurance**

### **11.1 Responsabilité du Titulaire**

Le Titulaire est responsable d'une manière générale de tous les dommages corporels, matériels, ou immatériels consécutifs ou non, causés aux biens et/ou aux personnes, par ses biens, ses personnels et/ou toute personne agissant pour son compte, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent Marché. Il est notamment responsable :

- des dommages causés aux Etablissements à l'occasion des Prestations objet du présent Marché ;
- des dommages affectant les ouvrages, équipements et/ou mobiliers, en raison d'un défaut d'entretien dans la limite de ses obligations telles que définies par le Marché ;
- des dommages aux biens causés par des Dégradations, volontaires ou involontaires, imputables à son personnel, à ses sous-traitants ainsi qu'à toute personne intervenant pour son compte.

La responsabilité du Titulaire reste pleine et entière dans l'hypothèse où l'Administration pénitentiaire use dans des conditions régulières de son pouvoir de substitution tel que défini à l'article 12.2 du CCAP.

Le Titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent Marché, et renonce à tout recours contre l'Administration pénitentiaire, excepté en cas de faute ou malveillance de celle-ci.

#### **11.1.1 Garantie des installateurs**

Les structures subrogent le Titulaire dans ses droits et actions nés, ou à naître, à l'encontre du constructeur ou de l'installateur, et de tout tiers responsable ou estimé responsable d'une avarie ou dommage survenant aux appareils dont il a la charge.

En cas d'avarie sur des matériels sous garantie, le Titulaire prend les mesures conservatoires nécessaires. Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service, à laquelle le Titulaire est obligé.

Il prend soin de faire en sorte que ses interventions ne soient pas de nature à empêcher l'application des clauses de garantie. Il avertit immédiatement les structures des actions à mener pour bénéficier de cette garantie.

En outre, pendant cette période, le Titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur pour assurer la coordination de leurs interventions.

#### 11.1.2 Pièces remplacées par le Titulaire

Toute pièce remplacée par le Titulaire est couverte par une garantie. Elle est mentionnée comme telle sur le carnet d'entretien, avec la date d'effet de la garantie ainsi que la durée.

Dans le cas de remplacement ou de réparation d'une pièce constitutive d'un appareil, si une nouvelle défaillance affectant le même organe se produit dans un délai inférieur à un (1) an, cette nouvelle intervention reste à la charge du Titulaire.

#### 11.1.3 Obligation de résultat

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations objet du présent marché il s'engage donc :

- > à assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel,
- > à contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel,
- > à assurer en permanence ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie,
- > à se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent,
- > à restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché.

### **11.2 Assurances**

Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, le partage des obligations afférentes aux assurances entre le Titulaire et l'Administration s'établit comme suit.

#### **11.2.1 Assurances incombant au Titulaire**

Le Prestataire devra justifier dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de l'acceptation du marché, et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et du Pouvoir Adjudicateur en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Le Prestataire doit disposer d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle qu'il peut encourir dans le cadre de l'exécution des prestations figurant au présent marché, que

ce soit sur un plan contractuel, délictuel ou quasi délictuels pour tous les dommages corporels, matériels et/ou immatériels.

De même, le Prestataire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu responsable dans les conditions de droit commun, notamment accident, incendie, explosion, dégât des eaux et autres conséquences d'un défaut de fonctionnement des installations de son fait.

Ces garanties couvrent :

- > son activité tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements requis par ses prestations au titre du marché,
- > les dommages causés aux tiers
- > les matériels et objets qui lui sont confiés dès leur mise à disposition et tant qu'il en dispose.

Le Prestataire sera responsable de tous les dommages matériels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés au pouvoir adjudicateur, trouvant leur origine aussi bien dans une inexécution même partielle, ou une mauvaise exécution des obligations contractuelles, que du fait de l'action de son personnel ou de ses sous-traitants, dans la limite d'un montant maximal de 7.000.000 euros (sept millions d'euros) par incident/sinistre.

Cette couverture porte sur un montant annuel, systématiquement reconstitué après chaque sinistre.

Le Prestataire doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit auprès de compagnies notoirement solvables, des assurances répondant aux exigences ci-dessus.

En tout état de cause, la responsabilité du Prestataire ne pourra être recherchée pour les conséquences de dommages provenant du vice propre de la chose du pouvoir adjudicateur ou qui auraient pour cause des indications erronées ou des omissions de celui-ci notamment concernant les droits de tiers, ou une inexécution par celui-ci de ses obligations, ou encore pour les dommages qui ne seraient pas consécutifs à l'exécution de ses prestations par le Prestataire.

Le Prestataire doit justifier à première demande du pouvoir adjudicateur du paiement régulier des primes d'assurance.

Ces dispositions s'appliqueront également aux sous-traitants du Prestataire.

#### 11.2.2 Assurances incombant à l'Administration

L'Administration étant son propre assureur, le Titulaire le dispense de contracter une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent du fait du Marché.

### 11.3 Obligation du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à :

-assurer au Titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent CCAP et CCTP. Toutefois, en cas d'interruption des prestations incombant au Titulaire, les structures sont en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour palier la défaillance du Titulaire, et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer le fonctionnement normal des installations.

Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative, visant à respecter les obligations contractuelles, n'est intervenue dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent la réception par le Titulaire de la mise en demeure adressée par tous moyens

- utiliser l'installation conformément aux prescriptions, notices d'exploitation et documents qui lui ont été fournis ;

- faire effectuer tous les contrôles réglementaires par les organismes agréés ;

- respecter, dans les délais normaux, les textes législatifs impliquant des modifications ou des adaptations à apporter aux installations ou aux locaux ;

- faciliter l'accès du Titulaire aux locaux et matériels installés ;

- mettre à la disposition du Titulaire l'ensemble des documents en sa possession ;

-mettre gratuitement à disposition du Titulaire les locaux nécessaires à l'exercice de sa fonction en bon état et convenablement équipés, ainsi que l'eau et l'électricité ;

## **12- Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire**

### **12.1 Pouvoir d'injonction**

Lorsque l'exécution des prestations incombant au Titulaire ne respecte pas les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou les prescriptions du présent Marché, l'Administration lui enjoint les mesures à prendre pour faire respecter ces dispositions ou prescriptions. Elle use de son pouvoir de substitution conformément aux dispositions de l'article 12.2 du présent CCAP, si le cocontractant, après mise en demeure écrite, n'exécute pas les mesures ordonnées. Le Titulaire dispose d'une possibilité de recours hiérarchique auprès du directeur interrégional des services pénitentiaires du ressort contre les décisions du chef d'Etablissement.

En cas d'urgence ou de circonstances mettant directement en cause l'ordre intérieur de l'Etablissement ou la sécurité des personnes ou des installations, le chef de la structure a pouvoir d'injonction direct à l'encontre des

personnels du cocontractant affectés à l'Etablissement pénitentiaire ; ceux-ci sont alors tenus d'exécuter immédiatement les ordres reçus. Le chef de structure en informe immédiatement le Titulaire.

## **12.2 Pouvoir de substitution**

Le pouvoir de substitution s'exerce dans le cadre de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

## **CHAPITRE IV– DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **13- Nature et contenu des prix**

Les prestations annuelles font l'objet d'un prix forfaitaire tel que précisé à l'acte d'engagement. Le prix forfaitaire est réputé ferme pour la première année d'exécution du marché.

La facturation des prestations n'intervient qu'au démarrage de celles-ci sur chacune des structures objet du présent marché.

Le prix comprend :

- Les frais correspondant à l'obligation faite au Titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations concernées et décrites dans le présent CCAP et CCTP ;
- La fourniture et la tenue à jour des documents (plan de prévention, planning de service des personnels, cahier de doléances, rapport d'activité, ...) ;
- Les fournitures diverses
- La participation aux réunions de suivi, aux opérations de vérification et toute réunion demandée par les structures et la DISP ;
- les frais de déplacement, les salaires ...

Dans le cas de prestations sous-traitées, le prix du marché est réputé comprendre la marge du titulaire et toutes les conséquences d'une éventuelle défaillance des sous-traitants.

A ce prix forfaitaire s'ajoute la refacturation des fournitures nécessaires à la réalisation des missions confiées et dont le montant unitaire est supérieur à 500 € HT. Cette refacturation intervient dans les conditions définies à l'article 14.4 du présent CCAP.

Les interventions de dépannage pendant et en dehors des heures ouvrées sont aussi comprises dans le prix forfaitaire, ainsi que la maintenance



corrective, quels que soient le niveau et l'heure, découlant d'un manque de rigueur ou de suivi de la maintenance préventive ou à une défaillance due à une faute du Titulaire

## **14- Modalités de paiement du Marché**

### **14.1 Versement d'une avance**

#### **14.1.1 Montant et modalités de versement de l'avance**

Conformément au décret n° 2022-1683 et à l'article 11 du CCAG FCS, le titulaire pourra bénéficier d'une avance. L'avance n'est ni révisable ni actualisable.

#### **14.1.2 Modalités de remboursement de l'avance**

L'avance sera remboursée par précompte de 1/4 du montant de l'avance, sur chacun des quatre acomptes mensuels versés au titulaire après le versement perçu de l'avance.

### **14.2 Périodicité des règlements**

Les prestations forfaitaires du présent marché sont réglées mensuellement à terme échu. Le titulaire adresse à chaque fin de mois une facture égale à 1/12<sup>ème</sup> du montant annuel des prestations.

A ce montant seront ajoutés le cas échéant :

(1) le coût des prestations d'entretien maintenance des installations nouvelles sur justificatifs ;

(2) le montant de la révision.

Les pénalités seront, le cas échéant, imputées mensuellement sur le montant de la facture.

### **14.3 Paiement des prestations à Bon de commande**

Le présent Marché comprend une part à bons de commande , pour les prestations de remise en état des équipements dès lors que le coût unitaire des pièces est supérieur à 500 € HT.

La part à bon de commande ne comprend pas de montant minimum.

La part à bon de commande comprend un montant maximum annuel fixé à 20% du coût annuel des prestations pour chacune des structures objet du présent marché.

Le prix est négocié sur la base du Devis détaillé remis par le Titulaire .Il est expressément convenu que le prix définitif n'intégrera pas le coût de la main d'œuvre présumé compris dans le montant du Marché,

Les devis doivent être établis dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande des structures ou de la DISP.

Les renseignements obligatoires à faire figurer sur les devis sont :

- ✓ la date du devis,
- ✓ la référence de la demande écrite des représentants du Pouvoir adjudicateur,
- ✓ l'objet des prestations et la localisation précise du lieu d'exécution,
- ✓ la qualité du ou des intervenants,
- ✓ les quantités de prestations à réaliser,
- ✓ le détail des prestations, les conditions particulières d'exécution,
- ✓ le prix unitaire de chaque poste,
- ✓ le montant total pour chaque poste

Après vérification et acceptation du devis par les structures ou la DISP., celui-ci fait l'objet d'un bon de commande précisant :

- ✓ L'objet de la commande
- ✓ Le prix forfaitaire correspondant au prix arrêté dans le devis
- ✓ La qualité du ou des intervenants
- ✓ Le délai d'exécution et toute information relative à l'exécution de la prestation.

Si, à l'issue de la vérification du devis faite par les structures ou la DISP., il est apporté des rectifications, le devis modifié sera adressé à l'entreprise qui disposera de cinq (5) jours au plus pour formuler ses éventuelles observations. Dans le silence et passé ce délai, les rectifications sont réputées acceptées par le TITULAIRE de sorte qu'il accepte sans réserve l'ordre de service correspondant au devis modifié.

Chaque bon de commande reçu par le TITULAIRE s'impose à lui. Il est tenu de le respecter.

Le Titulaire réalise, sous réserve de l'accord préalable et exprès du Chef de la structure ou du Directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse selon la répartition des compétences évoquée à l'article 8.1 du présent CCAP, les travaux de remise en état selon la situation d'origine des Equipements.

Les présentes opérations donnent lieu, dès leur acceptation par la personne ayant compétence à cet effet, à l'émission préalable de bons de commande. Le bon de commande précise les prestations dont l'exécution est demandée, et en détermine la quantité ainsi que le délai maximum de résolution. A tout moment, le Titulaire doit pouvoir présenter au chef de la structure et au Directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse un document

récapitulatif des bons de commande émis au cours de l'exercice annuel en cours.

En cas de désaccord sur le prix ou les modalités d'intervention, l'administration se réserve la faculté de recourir à un opérateur extérieur sans que cette situation n'ouvre droit à une indemnité au profit du Titulaire du présent marché.

#### **14.4 Paiement du solde**

Un arrêté des comptes est établi par l'Administration pénitentiaire à l'échéance du Marché.

L'Administration pénitentiaire établit, après réception du dernier rapport d'activité annuel, le décompte définitif du Marché. Un arrêté des comptes est établi. Celui-ci fixe le montant du solde. Le paiement du solde vaut règlement définitif des prestations exécutées au cours du Marché.

### **15- Modalités de facturation et délais de paiement**

#### **15.1 Modalités de facturation**

##### **15.1.1 Etablissement d'une facture**

La facture est établie en un exemplaire et libellée à l'ordre de l'ordonnateur des dépenses à terme échu.

Les sommes seront arrondies au centième supérieur. A ce titre, le second chiffre après la virgule est arrondi au chiffre supérieur lorsque le troisième chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5.

##### **15.1.2 Mentions obligatoires**

Outre les mentions légales, la facture précisera les indications générales suivantes :

- le numéro de la facture,
- la date d'établissement de la facture
- l'identification complète du titulaire du marché (raison ou dénomination sociale de l'entreprise, adresse )
- son n° de siret
- le code du service exécutant, à savoir CGFDJUS031

- le n° d'engagement juridique qui aura été communiqué au titulaire lors de la notification du marché,
- le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro du marché et le site concerné
- le mois correspondant à la période d'exécution
- le montant à facturer HT, le taux de TVA et son montant
- le montant TTC
- le détail des pénalités imputées sur le montant de la facture

Pour les factures relatives aux prestations sur bon de commande uniquement, le n° de bon de commande

#### 15.1.3 Adresse de facturation

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 10 et 11 du CCAG-FCS.  
Les demandes de paiement avec des factures électroniques devront parvenir via CHORUS PRO.

#### **Saisie directe dans CHORUS-PRO**

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Service exécutant : **CGFDJUS031**- SIRET ETAT : 110 002 011 00044

#### Désignation du centre facturier :

DRFIP

15 place Occitane

31000 TOULOUSE

Le dépôt de la facture sur le portail nécessite le code du Service Exécutant à savoir CGFDJUS031 et du numéro d'EJ qui sera communiqué ultérieurement.

#### En cas de sous-traitance : (article 12 du CCAG-FCS)

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire
- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur.
- Le délai de paiement des prestations s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

## **15.2 Délai global de paiement**

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le paiement des prestations s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Les sommes dues seront réglées dans un délai de trente (30) jours après réception de la facture en bonne et due forme par la Personne Publique, en application de l'article 37 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière, complété par l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai court à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

Au-delà de cette date, le TITULAIRE percevra des intérêts moratoires, Le taux des intérêts moratoires dus en cas de non-respect du délai de règlement est celui de l'intérêt légal en vigueur (taux marginal de la BCE) à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Le point de départ du délai global de paiement (DGP) des factures est la date de réception de la demande de paiement par l'administration.

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait.

Dans le cas où la facture transmise par le titulaire est erronée ou incomplète, elle sera retournée à son expéditeur, assortie des raisons qui s'opposent au paiement ainsi que de l'indication des pièces à fournir ou à compléter Les délais de paiement seront alors suspendus dans l'attente du retour de la facture correctement établie.

### **15.3 Références bancaires**

L'Administration pénitentiaire se libérera des sommes dues au titre du présent Marché en faisant porter leurs montants au crédit du ou des compte(s) défini(s) dans le cadre de l'acte d'engagement.

Les paiements seront effectués par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, au compte ouvert au nom du TITULAIRE. En cas de groupement conjoint, les RIB de tous les membres doivent être annexés à l'acte d'engagement.

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le TITULAIRE doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement auprès de la DISP-Unité Achat et Marchés Publics et fournir le RIB correspondant.

## **16- Révision des prix**

### **16.1 Modalités de révision des prix**

Les prix du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, soit avril 2024, dit « mois zéro ».

Les valeurs initiales seront celles du mois comprenant la date limite de remise des offres, soit celles du mois d'avril 2024.

Les valeurs finales seront celles des derniers indices définitifs connus à la date de la reconduction de chaque année.

Le nombre de décimales du coefficient de révision est fixé à 4.

Les prix du marché sont fermes pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2024 au 31 mai 2025.

Les prix sont révisables selon les périodes suivantes :

→ Révision n°1 : Pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2025 au 31 mai 2026 , les prix seront révisés avec les derniers indices définitifs connus à la date de la reconduction.

→ Révision n°2 : Pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2026 au 31 mai 2027, les prix seront révisés avec les derniers indices définitifs connus à la date de la reconduction.

→ Révision n°3 : Pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2027 au 31 mai 2028, les prix seront révisés avec les derniers indices définitifs connus à la date de la reconduction.

### **16.2 Formule de révision du prix du marché**

La part forfaitaire est révisée annuellement selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[ 0.125 + \left( 0.775 \times \frac{\text{ICHT-IME}}{\text{ICHT-IME}_0} \right) + \left( 0.10 \times \frac{\text{FSD1}}{\text{FSD1}_0} \right) \right]$$

Dans laquelle

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix de base

ICHT-IME = la valeur du dernier indice définitif connue à la date de reconduction, de l'indice « ICHT-IME », salaire et charge, du coût horaire du travail révisé, tous salariés du secteur « Industries mécaniques et électriques », publié par l'INSEE

ICHT-IME<sub>0</sub> = valeur du « mois zéro : avril 2024 » de l'indice « ICHT-IME », salaire et charge, du coût horaire du travail révisé, tous salariés du secteur « Industries mécaniques et électriques », publié par l'INSEE

FSD1 = la valeur du dernier indice définitif connue à la date de reconduction, de l'indice de prix Frais et Services Divers (catégorie 1), publié par l'INSEE.

FSD1<sub>0</sub> = valeur du « mois zéro : avril 2024 » de l'indice de prix Frais et Services Divers (catégorie 1), publié par l'INSEE. Salariés du secteur « Industries mécaniques et électriques », publié par l'INSEE.

## **17- Modification de l'équilibre financier du contrat**

En cas de bouleversement de l'équilibre financier du Marché, les conditions d'indemnisation du Titulaire peuvent être décidées dans les cas suivants :

- Survenance d'un événement relevant de l'imprévision telle que définie par la jurisprudence administrative;
- Survenance d'un événement relevant de la force majeure telle que définie par la jurisprudence administrative ;
- Modification ou adoption après la date de remise des offres de lois ou règlements à caractère général ou particulier affectant durablement l'une des composantes du prix.

## **CHAPITRE V - MODALITES DE CONTROLE**

### **18- Nature et étendue des contrôles**

## **18.1 Contrôles de l'exécution des prestations**

L'Administration pénitentiaire contrôle la conformité des prestations aux spécifications du présent Marché. Le contrôle peut être effectué par l'Administration pénitentiaire ou par toute personne mandatée à cet effet dans l'Etablissement pénitentiaire entrant dans le périmètre du présent Marché, de manière impromptue ou non. L'Administration pénitentiaire se réserve notamment la faculté de réaliser ou de faire réaliser tout audit ou diagnostic visant à contrôler la bonne exécution des prestations objet du Marché.

Le Titulaire s'engage à se soumettre et à faciliter la réalisation des contrôles. Il tient à disposition des représentants de l'Administration pénitentiaire tout document susceptible de rendre compte des conditions de fonctionnement du service, notamment les rapports d'activité, les documents de suivi des tâches et des objectifs des équipes du Titulaire, les référentiels de procédures, les organigrammes, les fiches de poste, ou tout autre document que l'Administration jugerait utile au suivi et au contrôle de l'exécution des prestations objet du Marché.

L'Administration pénitentiaire pourra à tout moment signaler un défaut ou une situation constitutive d'un défaut d'exécution de l'une des obligations incombant au Titulaire dans le cadre du présent Marché. Ce signalement sera réalisé dans les conditions définies dans le cadre du CCTP.

## **18.2 Respect du secret professionnel**

Les fonctionnaires et/ou personnels qui ont connaissance à un titre quelconque des renseignements recueillis au sujet du Titulaire sont astreints au secret professionnel. L'Administration pénitentiaire s'engage à ne pas utiliser les renseignements communiqués à d'autres fins que le contrôle du coût de revient du présent Marché.

## **CHAPITRE VI - SANCTIONS ET PENALITES**

### **19- Pénalités**

#### **19.1 Principes**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, tout Défaut est pénalisé dans les conditions définies au présent Marché.

Les pénalités s'appliquent automatiquement, sur simple constatation du Défaut sans mise en demeure préalable du Titulaire.



Les pénalités sont calculées mensuellement par la structure qui peut motiver l'exonération de certaines pénalités.

Le montant de la pénalisation pour un mois donné est ensuite notifié au titulaire qui les impacte sur la facturation selon les modalités décrites à l'article 20.6 du présent CCAP.

La pénalisation se traduit par une réduction du montant du Marché.

## 19.2 Modalités de calcul des pénalités

La pénalité est applicable faute de résolution effective du Défaut dans les délais définis pour chaque service dans le cadre du CCTP.

La pénalité est calculée par Défaut, par Jour et par Local et/ou Equipement, sauf stipulations contraires.

Pour un même local et pour une même journée, la pénalisation maximale applicable est limitée au montant de la pénalité aggravée correspondante au Défaut donnant lieu à la pénalité la plus élevée.

Des manquements hors prestations de maintenance préventive et corrective entraînent également l'application des pénalités s'ils sont relevés par l'administration.

La pénalité est calculée à la date de résolution du défaut, en fonction de la valeur de la pénalité à cette date.

<b>Prestations à réaliser et délais à respecter</b>	<b>Pénalités applicables</b>
Le rapport annuel doit être transmis avant le 31 mars de chaque année	Tout dépassement de ce délai pourra entraîner une pénalité de 30€ par jour ouvré de retard entamé
Pénalités induites pour non déclaration de l'entreprise et des salariés de l'entreprise	Une pénalité peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. 500€ par constat
Accès d'un sous-traitant non déclaré	100€ HT par intervention
Tenue à jour d'un livret de chaufferie, du carnet sanitaire, tout carnet de	100€ par constat, chaque constat étant effectué au minimum 15 jours

maintenance	après le précédent.
Remise de la procédure d'astreinte et mise à jour en cas de changement	50€ par jour ouvré de retard après constat de l'administration
Le titulaire établit son planning annuel d'intervention et réalise ses prestations conformément à ce prévisionnel, au plus tard le 1 <sup>er</sup> septembre l'année de démarrage des prestations puis au 1 <sup>er</sup> février de chaque année les années suivantes.	Tout dépassement de ce délai pourra entraîner une pénalité de 50€ par jour ouvré de retard entamé
Mise à jour de l'inventaire des équipements chaque année au plus tard au 1 <sup>er</sup> février de l'année en cours	50€ par jour ouvré de retard
Le bon d'intervention doit être fourni dès la fin de l'opération de maintenance	Le non-respect de ce délai de communication par le titulaire est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate, soit 25€ par jour ouvré de retard entamé
Mise en place d'une GMAO au plus tard au 1 <sup>er</sup> septembre de l'année de démarrage des prestations.	50€ par jour ouvré de retard
Réalisation de la formation à la GMAO des agents désignés par l'administration dans les 3 mois suivant la demande	100€ par semaine de retard.
Mise à jour de l'inventaire dans la GMAO, à chaque ajout ou retrait d'équipement	50 € par constat, chaque constat étant effectué au minimum 15 jours après le précédent.
Mise à jour de la garantie d'un équipement dans la GMAO, à chaque ajout d'équipement	50€ par constat, chaque constat étant effectué au minimum 15 jours après le précédent.
Absence de participation à la réception de travaux	100€ par absence constatée par l'administration.
Violations des dispositions liées à la sécurité et confidentialité pénitentiaire telles que figurant à l'annexe 1 du CCAP.	300€ par constat
Inobservation des règles d'hygiène et de sécurité telles que rappelées à l'article 6.3 du CCTP	200€ par constat
Démarrage des prestations	1 000€ par jour calendaire de retard
Etat des lieux dans un délai de 3 mois	100€ par jour calendaire de retard

suivant le début des prestations	
Etablissement d'un devis détaillé pour intervention hors du forfait dans un délai de 15 jours à compter de la demande	50€ par jour ouvré de retard
Respect du délai de réalisation d'une intervention hors forfait, d'après le délai mentionné sur le devis	50€ par jour ouvré de retard. Le point de départ du délai est la transmission par l'administration du bon de commande Chorus.
Présence sur les jours et durées planifiés des effectifs minimaux prévus au marché	50 € par demi-journée d'absence constatée par l'administration.
Non-respect de tout engagement pris dans le mémoire technique ( par infraction )	50€ de pénalité par constat

### **Pénalités relatives à l'insertion :**

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, sont les suivantes :

<b>Manquement constaté</b>	<b>Pénalité forfaitaire applicable</b>
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	50 euros par nombre d'heures d'insertion non réalisées
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100 euros par jours de retard et par document

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

### **19.3 Décompte des délais**

La Date de Signalement du Défaut par l'administration au titulaire est le point de départ du Délai de Résolution Maximum.

Le jour débute à 8h00 (Début de la plage des horaires de service)

Chaque jour débuté est compté entier.

Les jours fériés, samedis et dimanches ne sont pas comptés sauf pour les structures et fonctions concernés par l'astreinte.

Le décompte du délai de résolution est stoppé à la date à laquelle le titulaire indique à l'administration la résolution du défaut, sous réserve que le défaut soit effectivement résolu.

Dans le cas où le défaut n'est pas résolu 30 jours après le signalement de l'administration, la pénalité est calculée et notifiée au titulaire pour la période passée. Elle continue de courir jusqu'à résolution complète du défaut. Ce mécanisme se répète autant de fois que de périodes de 30 jours sont observées jusqu'à la résolution du défaut.

Faute d'une résolution complète, le Défaut est ouvert de nouveau, en tenant compte des délais d'ores et déjà décomptés.

#### **19.4 Plafonnement du montant global des pénalités**

Le montant des pénalités est plafonné à 5% du montant du Marché (calculé sur sa durée totale et pour la totalité du lot concerné).

En cas de dépassement du plafond précité, l'Administration pénitentiaire se réserve la faculté de résilier le présent Marché selon les modalités et conditions définies à l'article 22.1 du CCAP.

#### **19.5 Modalités de paiement**

Le Titulaire fait figurer dans le cadre de sa facture mensuelle, le montant des pénalités appliquées pour le mois échu.

L'établissement communique chaque mois au titulaire, un décompte détaillé des pénalités retenues (en précisant les exonérations, réduction ou aggravations).

Le montant des pénalités devra être conforme à ce décompte.

Les pénalités seront décomptées du règlement mensuel versé au Titulaire.

#### **19.6 Répartition des pénalités entre les cotraitants dans le cadre d'un groupement**

Dans le cas de groupement pour lequel le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les co-traitants conformément aux indications données par le mandataire. A défaut de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire sans que cette opération engage la responsabilité de l'Administration pénitentiaire.

## **CHAPITRE VII – FIN DU MARCHÉ**

### **20- Obligation du Titulaire à l'expiration du Marché**

#### **20.1 Obligation du Titulaire au terme normal du Marché**

##### **20.1.1 Inventaires**

Le Titulaire organise à l'expiration du délai d'exécution des prestations, un inventaire contradictoire des équipements dont la maintenance est prévue dans le présent marché.

L'Administration pénitentiaire se réserve le droit de se faire assister d'un expert pour s'assurer de la réalité et de la sincérité des inventaires.

##### **20.1.2 Devoir général d'information**

Le Titulaire du Marché s'engage à communiquer, sur demande de l'Administration, tout document ou information nécessaire à la reprise du Marché.

#### **20.2 Obligation du Titulaire en cas de fin anticipée du Marché**

En cas de fin anticipée du Marché, le Titulaire fait procéder à un inventaire des équipements et mobiliers affectés à l'exécution des prestations dans l'Etablissement.

Il est convenu que l'inventaire est remis à l'Administration pénitentiaire dans un délai de 60 jours suivant la date de notification de la décision de résiliation précitée.

### **21- Résiliation du Marché**

#### **21.1 Résiliation pour faute du Titulaire**

##### **Conditions de résiliation pour faute**

L'administration pénitentiaire peut prononcer la résiliation partielle ou totale du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité notamment dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;

- Lorsque les déclarations produites ont été reconnus inexacts ;
- Lorsque le titulaire n'a pas respecté les obligations de confidentialité lui incombant;
- Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements tels que définis dans le cadre du présent marché, sauf survenance d'un événement de force majeure ou d'une imprévision de nature à bouleverser irrémédiablement l'équilibre du marché ;
- En cas de manquement du titulaire à l'une des obligations lui incombant au titre du présent marché, si ce manquement est d'une particulière gravité et compromet la poursuite de l'exécution du marché et/ou la continuité du service public pénitentiaire ;
- En cas de cession du marché sans l'agrément préalable de l'administration pénitentiaire.

➤ **Modalités de résiliation pour faute du titulaire**

En cas de survenance de l'un des cas mentionnés, l'administration pénitentiaire informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. La décision de résiliation pourra être prononcée à l'issue du délai précité.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec demande d'avis de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut d'une autre date, à la date figurant sur l'avis de réception de cette décision.

Cette résiliation donne lieu à un mandat administratif ou à un titre de recettes en fonction du solde du décompte de résiliation. L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation peut porter sur tout ou une partie du marché. Qu'elle soit partielle ou totale, la résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire. La résiliation totale ou partielle du marché est exclusive de l'application des pénalités et ou des demandes indemnitaires qui pourraient être formulées à l'administration pénitentiaire.

## **21.2 Résiliation sans faute du titulaire**

➤ **Résiliation suite à la survenance d'un cas de force majeure**

Au cas où des événements présentant les caractéristiques de la force majeure rendent impossible l'exécution du marché, sa résiliation peut être

prononcée par l'administration pénitentiaire ou, à la demande du titulaire par le tribunal compétent, dans les conditions et selon les principes dégagés par la jurisprudence.

➤ **Résiliation suite à la survenance d'une imprévision**

Au cas où, à la suite de la survenance d'un événement relevant de l'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du marché serait ou deviendrait irrémédiable, le marché peut être résilié par l'administration pénitentiaire, dans les conditions et selon les principes dégagés par la jurisprudence administrative, ou à la demande du titulaire par le tribunal compétent.

➤ **Résiliation pour un motif d'intérêt général**

L'administration pénitentiaire peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations objet du présent marché pour un motif d'intérêt général. En l'absence de faute du titulaire, cette résiliation donne lieu à indemnisation du titulaire dans les conditions définies ci-après.

**Liquidation du marché résilié**

Le marché résilié est liquidé en tenant compte des éléments suivants :

- ✓ Les prestations exécutées et admises ;
- ✓ Les prestations en cours d'exécution dont l'administration pénitentiaire accepte l'achèvement et admet la réception ;
- ✓ Les pénalités applicables au titulaire ;
- ✓ L'indemnité due au titulaire dans le cadre d'une résiliation prononcée pour un motif d'intérêt général.

**Pouvoir de substitution**

Sans préjudice de l'application des éventuelles pénalités, l'Administration pénitentiaire prend, aux frais et risques du Titulaire, toutes mesures qu'elle estime utiles pour assurer la continuité du service public

**21.3 Calcul de l'indemnité de résiliation**

En cas de résiliation pour l'un des motifs visés à l'article 22.2 du CCAP, le Titulaire pourra prétendre à une indemnité qui ne pourra néanmoins excéder cinq pour cent (5 %) du montant du Marché non révisé restant à exécuter.

**CHAPITRE VIII - REGLEMENT DES LITIGES**

**22- Règlement des litiges**

En cas de litige, la loi française est applicable et les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou mode d'emploi doivent être rédigés en français.

En cas de litiges sur l'interprétation, l'exécution ou le règlement du présent marché, à l'exclusion et pour ce qui le concerne des cas relevant de l'application de plein droit par l'acheteur des dispositions du CCAG-FCS et des pénalités prévues au présent CCAP, les parties conviennent de rechercher un accord amiable. Dans le cas où aucun accord conventionnel n'a pu être trouvé, et conformément à l'article R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique, les parties saisissent le comité consultatif de règlement amiable territorialement compétent.

Le recours juridictionnel n'est possible qu'après épuisement des voies de recours amiables. Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse  
68, rue Raymond IV  
B.P. 7007  
31068 Toulouse Cedex 07  
Téléphone : 05 62 73 57 57  
Télécopie : 05 62 73 57 40

### **23- Dérogations au CCAG FCS**

L'article 19 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS